

Mémoire présenté au : Comité permanent de la sécurité publique et nationale

Projet de loi S-210, Loi limitant l'accès en ligne des jeunes
au matériel sexuellement explicite

Date :
18 avril 2024

Présenté par :
David Cooke, au nom d'[Aylo](#) et
[Sarah Bain](#), au nom d'[Ethical Capital Partners](#)

La protection des mineurs en ligne : Pourquoi la vérification de l'âge à partir des appareils est essentielle

Nous vous remercions de cette occasion qui nous est donnée de présenter au [Comité permanent de la sécurité publique et nationale \(SECU\)](#) un mémoire concernant le projet de loi [S-210](#), Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite.

Nous vous écrivons au nom d'[Aylo](#) et d'[Ethical Capital Partners](#) (ECP). Aylo (anciennement MindGeek) est une société spécialisée dans la technologie et les médias, qui détient un portefeuille important de sites de divertissement pour adultes (Pornhub, YouPorn, Redtube, Brazzers). ECP est un fonds d'investissement privé géré par une équipe consultative multidisciplinaire ayant une vaste expérience dans les domaines du droit, de la réglementation, de l'application de la loi, de la participation du public, des marchés financiers et de l'investissement bancaire. Il y a un peu plus d'un an, ECP [a fait l'acquisition](#) d'Aylo.

Notre mémoire vise à éclairer les complexités de la vérification de l'âge en ligne et à souligner les difficultés qu'elle pose par rapport aux approches actuelles et les conséquences imprévues qu'elle entraîne. En outre, nous proposons une solution à partir des appareils et souhaitons situer la question de la vérification de l'âge dans un contexte plus large visant à rendre l'Internet plus sûr pour tous.

Introduction

Avant de présenter notre réponse au projet de loi S-210, nous souhaitons dire ce qui suit :

- L'objectif du projet de loi S-210 est de protéger les jeunes contre l'exposition à la pornographie. Commençons par préciser que nous n'avons aucun intérêt à ce que des mineurs accèdent à du contenu pour adultes. Nous soutenons des solutions politiques claires et exhaustives qui empêchent efficacement les mineurs d'accéder à du contenu pour

adultes et qui, en même temps, respectent la vie privée des utilisateurs et protègent leurs renseignements personnels.

- Nous comprenons qu’Aylo est souvent considéré comme le chef de file du contenu pour adultes en ligne, et que cette position s’accompagne de la responsabilité de créer des plateformes sûres, responsables et conviviales où des adultes consentants peuvent exprimer leur expression sexuelle librement et de manière positive.
- Nous pensons qu’il existe une solution technologique viable permettant aux parents d’empêcher leurs enfants d’accéder à du contenu pour adultes. Malheureusement, en l’absence d’une norme claire, les parents sont actuellement contraints de composer avec des processus de vérification peu efficaces et pouvant être facilement contournés, par exemple pour les jeux d’argent, l’alcool et le cannabis.
- La limite d’âge est un sujet très complexe qui suscite des préoccupations en ce qui a trait à la confidentialité des données et au risque que les différentes plateformes numériques manquent d’uniformité et de cohérence dans leur application.
- Les [créateurs de contenu](#) [EN ANGLAIS] qui publient leur contenu sur les plateformes d’Aylo ne veulent pas que celui-ci soit vu par des mineurs et ils sont favorables à une vérification rigoureuse non seulement de l’âge des utilisateurs, mais aussi de la sécurité du contenu figurant sur ces plateformes. Le divertissement pour adultes a toujours été la cible d’attaques de la part de certains groupes de la société qui, pour des raisons idéologiques, cherchent à répandre de fausses informations sur l’industrie du divertissement pour adultes; ces fausses informations sont nombreuses et il faut y mettre un terme.

La vérification de l’âge actuellement en place

Nous avons vu plusieurs régions essayer d’imposer des exigences en matière de vérification de l’âge sur les plateformes, ou sur les sites. Aucune d’elles n’est parvenue à protéger adéquatement les mineurs. Dans ces régions, les mineurs peuvent toujours accéder facilement à du contenu pour adultes en ligne, parce qu’il n’y a qu’une ou quelques plateformes pour adultes qui respectent les règles et qu’on n’y applique pas la loi.

Il existe des centaines de milliers de sites qui sont catégorisés comme sites Web pour adultes : combien de ces sites sont conformes à la loi? Comment un organisme de réglementation peut-il les joindre? Dans les régions où des lois inapplicables, que nous jugeons inconstitutionnelles, ont été adoptées, les plateformes d’Aylo s’y sont conformées. Toutefois, la plupart des sites ne s’y conforment pas, et la loi s’avère donc complètement inefficace pour protéger les enfants.

Depuis 2015, Aylo explore et intègre des technologies de vérification de l’âge et de l’identité. Le défi posé par la vérification de l’âge des visiteurs d’un site n’est pas d’ordre technologique. Il existe des moyens technologiques de vérifier l’âge des utilisateurs. De nombreux outils tiers permettent de le faire. Cependant, le fait d’imposer cette vérification aux sites Web pour adultes est inefficace, trop restrictif et, surtout, ne permet pas d’atteindre l’objectif prétendument visé, qui est de protéger les enfants en ligne. Elle oblige les utilisateurs adultes à fournir leurs renseignements personnels plusieurs fois à plusieurs sites Web et fournisseurs, ce qui est non seulement dangereux, mais aussi contraire à toute approche de « protection de la vie privée dès la conception ».

Permettez-nous d'expliquer les conséquences imprévues des lois en vigueur et de ce projet de loi (S-210) :

1. Incapacité à protéger les enfants

Des centaines de milliers de sites Web catégorisés comme sites pour adultes contiennent du contenu soumis à une limite d'âge. Sans une approche uniforme, prévoyant une application équitable, ce contenu demeurera facilement accessible. La loi imposant des changements aux sites Web proposant des contenus soumis à une limite d'âge a entraîné et continuera d'entraîner une application restreinte des contrôles, et elle n'empêche pas les mineurs d'accéder à ces contenus en ligne. C'est ce que démontre la comparaison entre la période précédant et suivant l'adoption de la loi en Louisiane : Les chiffres d'Aylo montrent que le trafic a chuté de 80 % et semble avoir migré vers des sites Web non conformes (voir la [figure 1](#)).

2. Questions relatives à la protection de la vie privée

La vérification de l'âge sur les sites oblige les utilisateurs à communiquer leurs renseignements personnels à plusieurs reprises à de nombreux sites Web soumis à une limite d'âge ou à des services de vérification tiers, dont les mesures de sécurité et de protection des renseignements personnels sont totalement inconnues. Les utilisateurs hésitent souvent, et avec raison, à fournir leurs renseignements personnels comme leurs pièces d'identité ou leurs données biométriques, que ce soit à des services tiers ou directement aux sites Web, simplement pour consulter un site Web ou y accéder. En communiquant à plusieurs reprises leurs renseignements personnels à plusieurs sites Web différents, ils s'exposent à un sérieux risque de vol de données et de violation de leur vie privée. Les renseignements personnels sont une cible de choix pour les criminels, c'est pourquoi les risques d'hameçonnage, de vol d'identité, de piratage de données et de fraude augmentent à mesure que les utilisateurs communiquent leurs renseignements personnels à un nombre croissant de sites Web et de fournisseurs de services de vérification de l'âge en ligne.

3. Exposition à du contenu illégal sur des plateformes irresponsables et dangereuses

Les sites Web pour adultes ayant le plus grand nombre de visiteurs sont ceux qui sont les plus susceptibles de se conformer à la loi. Ce sont également les sites Web qui ont le plus investi dans les processus de confiance et de sécurité et de modération, ce qui permet de mieux limiter l'accessibilité et l'exposition potentielle des visiteurs à des contenus illégaux, obscènes ou dangereux. Si les exploitants de sites Web les plus responsables peuvent se conformer à cette loi, les autres ne le feront pas (et ne l'ont pas fait). Le risque pour les utilisateurs d'être exposés à du contenu potentiellement dangereux sur des sites Web dépourvus de contrôles adéquats s'en trouve considérablement accru.

Pour en savoir plus, consultez l'[annexe A](#).

Adopter une législation adéquate

Nous sommes favorables à la réglementation, car elle s'accompagne de responsabilités et de droits. Mais cette question est trop importante pour se tromper.

Nous avons pris contact avec des élus, dont les membres de ce comité, pour les inviter à prendre connaissance des résultats de la recherche d'Aylo sur les mesures de vérification de l'âge mises en place dans diverses régions. Nous nous sommes engagés à faciliter des discussions éclairées en donnant un aperçu de l'efficacité des systèmes de vérification de l'âge.

Nous demeurons toujours prêts à mener des recherches et à explorer diverses solutions technologiques.

Nous appuyons le gouvernement et les partis d'opposition dans leurs efforts pour d'adopter une réglementation visant à assurer la sécurité en ligne pour tous, et plus particulièrement la protection des mineurs. Cependant, l'adoption d'une réglementation vouée à l'échec risque de miner la confiance du public dans ce processus essentiel.

Le [gouvernement australien](#) a récemment souligné les risques d'atteinte à la vie privée que présente la vérification de l'âge et a décidé de ne pas rendre obligatoire la vérification de l'âge sur les plateformes. De même, en 2023, le Texas a adopté une [loi](#) dont l'objectif était d'empêcher les mineurs d'accéder à du contenu sur Internet soumis à une limite d'âge. Un juge fédéral du [Texas](#) a justement estimé que le processus de vérification de l'âge, les autres restrictions et les exigences en matière de renseignements prévus par le projet de loi portaient atteinte à la liberté d'expression des Texans, soulevaient des préoccupations quant à la protection de la vie privée et étaient trop vastes et trop vagues. Une loi semblable visant les plateformes de médias sociaux dans l'[Arkansas](#) a également été jugée inconstitutionnelle à peu près à la même période.

Sans une approche uniforme, le contenu pour adultes demeurera facilement accessible aux mineurs. Se concentrer sur un petit groupe de sites simplement parce que les gouvernements le peuvent ne résoudra pas le problème. Cela ne fera qu'inciter les utilisateurs à se tourner vers des sites dangereux. Pour qu'une solution empêche efficacement les mineurs d'accéder à du contenu pour adultes, elle doit être **facile à utiliser**, **sécurisée** et **appliquée de manière équitable** sur toutes les plateformes proposant du contenu pour adultes.

Solution à partir des appareils

Nous sommes d'avis que la véritable solution pour protéger les mineurs et les adultes consiste à vérifier l'âge des utilisateurs au point d'accès, c'est-à-dire sur leurs appareils, et à refuser ou à autoriser l'accès aux contenus et aux sites Web soumis à une limite d'âge en fonction de cette vérification*.

Pour ce faire, il faut travailler avec les fabricants de systèmes d'exploitation et, avec leur accord, minimiser la transmission des renseignements personnels tout en protégeant les mineurs contre le contenu soumis à une limite d'âge sur tout l'Internet.

Nous préconisons la vérification de l'âge à partir des appareils, car elle permettrait de contrôler les risques graves inhérents au fait que des centaines de milliers de sites pourraient mettre en place et gérer leurs propres systèmes de vérification de l'âge et exiger des consommateurs qu'ils présentent à répétition leur pièce d'identité ou qu'ils se soumettent à un traitement biométrique.

La technologie qui permettrait d'y parvenir existe déjà. De nombreux appareils proposent déjà des fonctions de contrôle parental gratuites et faciles à utiliser qui peuvent empêcher les comptes de mineurs d'accéder à du contenu pour adultes sans risquer de divulguer les données confidentielles de l'utilisateur. Par exemple, Apple a intégré la vérification de l'âge à ses services. Selon l'[annonce d'Apple](#), dès l'automne 2023, « les entreprises pourront accepter les pièces d'identité dans Portefeuille – aucun matériel supplémentaire requis. Elles pourront ainsi vérifier beaucoup plus efficacement et en toute sécurité l'âge de quelqu'un qui veut

acheter de l'alcool, ou encore contrôler l'identité d'une personne qui souhaite louer une voiture. » De plus, les plateformes de médias sociaux ont également publié des déclarations relatives aux contrôles à partir des appareils afin d'[aider les parents](#) [EN ANGLAIS].

Il faut simplement rendre ces fonctionnalités obligatoires pour bloquer les appareils par défaut, et les déverrouiller uniquement après qu'un adulte a effectué la vérification de l'âge sur l'appareil. Nous sommes favorables à l'approche permettant de refuser le blocage du contenu inapproprié en fonction de l'âge, qui serait activé par défaut et nécessiterait l'intervention d'un adulte vérifié pour désactiver le filtre. Cette méthode va bien au-delà de l'approche incohérente « sur demande » actuellement utilisée, où seule une fraction des sites hébergeant du contenu soumis à une limite d'âge dispose d'options de blocage en fonction de l'âge ou du contenu pour aider les parents à empêcher leurs enfants d'accéder à ces sites.

L'approche à partir des appareils est une solution complète qui bloque à la source le contenu soumis à une limite d'âge et protège la vie privée de l'utilisateur en ne lui demandant pas de fournir ses renseignements personnels sur plusieurs sites Internet.

La vérification de l'âge à partir des appareils offre la meilleure protection possible pour empêcher les mineurs d'accéder à des sites inappropriés, protège la vie privée des utilisateurs adultes et est appliquée de manière équitable sur toutes les plateformes. Pour en savoir plus, consultez l'[annexe D](#).

**La vérification de l'âge à partir des appareils désigne toute méthode de vérification de l'âge selon laquelle les renseignements personnels utilisés pour vérifier l'âge de l'utilisateur sont soit communiqués en personne à un détaillant autorisé, soit saisis localement dans l'appareil de l'utilisateur, soit stockés sur un réseau contrôlé par le fabricant de l'appareil ou par le fournisseur du système d'exploitation de l'appareil. Que ce soit au moyen d'un logiciel préinstallé de blocage et de filtrage du contenu, de la désactivation des autorisations de navigation Web ou d'autres moyens, l'utilisateur ne pourra pas accéder à un contenu soumis à une limite d'âge sur Internet s'il n'a pas procédé à la vérification de son âge. Pour qu'une telle approche se concrétise, il faut que les fabricants et les fournisseurs de systèmes d'exploitation coopèrent.*

Recommandation

En tant que chef de file de notre secteur, nous sommes tout à fait prêts à collaborer avec les décideurs politiques pour mettre au point des mécanismes de vérification de l'âge qui sont précis, applicables et efficaces pour les appareils. Nous disposons des outils nécessaires et sommes prêts à collaborer avec les autorités gouvernementales et les fournisseurs de systèmes d'exploitation pour démontrer la viabilité de la vérification de l'âge directement sur les appareils, ce qui permettrait de restreindre rapidement l'accès au contenu pour adultes par appareil ou par compte. Cette collaboration pourrait prendre la forme d'un **projet pilote**, témoignant de notre engagement collectif, tant de la part des gouvernements que des entreprises Internet, à concevoir des solutions Internet qui privilégient la sécurité en ligne des mineurs. Nous partageons tous une responsabilité à cet égard.

Description générale

Aylo

Là où technologie et culture se rencontrent.

Lancée en 2004, l'entreprise [Aylo](#) est une pionnière de la technologie, proposant du contenu pour adultes de calibre international. Nous offrons des environnements de confiance afin de sécuriser l'expérience des internautes et d'habiliter nos communautés à célébrer la diversité, l'inclusion et la liberté d'expression. Aylo possède plusieurs plateformes très populaires et diversifiées de divertissement pour adultes et de jeu vidéo. Son portefeuille inclut entre autres Pornhub, YouPorn, Brazzers, Men.com et Nutaku, qui se sont tous engagés à appliquer des protocoles rigoureux de confiance et de sécurité.

Ethical Capital Partners

Dégager de la valeur grâce à des investissements éthiques.

[Ethical Capital Partners](#) (ECP) est un fonds d'investissement privé à la recherche de possibilités d'investissement dans des industries qui nécessitent un leadership éthique. ECP investit dans des projets axés sur des technologies qui comportent des complexités juridiques et réglementaires. ECP a été créé en 2022 par une équipe pluridisciplinaire ayant de l'expérience dans les domaines du droit, de la réglementation, de l'application de la loi, de la participation du public et de la finance. La philosophie d'ECP est ancrée dans l'identification d'entreprises qui se prêtent à une approche d'investissement responsable, et dans la collaboration avec les équipes de gestion afin d'élaborer des stratégies pour créer de la valeur et des rendements attrayants.

Annexe

Annexe A

Conséquences imprévues : préoccupations liées à la protection de la vie privée et au trafic redirigé vers des sites non conformes

Le fait d'obliger les utilisateurs à présenter une pièce d'identité chaque fois qu'ils souhaitent visiter une plateforme pour adultes est inefficace, restrictif et, surtout, ne permet pas d'atteindre l'objectif prétendument visé, qui est de protéger les enfants en ligne. Exiger des utilisateurs adultes qu'ils fournissent leurs renseignements personnels plusieurs fois à plusieurs sites Web et fournisseurs est non seulement dangereux, mais aussi contraire à toute approche de « protection de la vie privée dès la conception ». Nous pensons que pour qu'une solution empêche efficacement les mineurs d'accéder à du

contenu pour adultes, elle doit être **facile à utiliser, sécurisée et appliquée de manière équitable** sur toutes les plateformes proposant du contenu pour adultes.

Selon l'expérience d'Aylo et les données accessibles au public, les utilisateurs adultes ne sont pas disposés à se soumettre à une vérification s'ils peuvent accéder à d'autres sites Web non conformes sans mesures de vérification de l'âge ou contourner les obstacles à cette vérification.

Par exemple, en 2022, Pornhub a effectué des essais sur une partie du trafic, en France, en demandant une vérification de l'âge sur le site à l'aide de diverses méthodes de vérification par des tiers. Les méthodes suivantes ont été proposées :

- Identité numérique
- Numérisation de documents et un test pour garantir que les traits biométriques proviennent bien d'une personne
- Estimation de l'âge du visage
- Estimation de l'âge de la voix
- Présentation d'une carte de crédit
- Vérification de l'adresse courriel

Bien que Pornhub propose plusieurs façons de prouver son âge, ces essais ont révélé que plus de 99 % des utilisateurs soumis à une vérification n'ont pas confirmé leur âge. Les données d'Aylo montrent que les humains choisissent la voie de la moindre résistance, ce qui facilite la transition vers des sites non conformes.

Dans les États américains où Aylo a instauré une vérification de l'âge ou retiré l'accès à ses plateformes, nous avons constaté une forte augmentation des recherches d'autres sites pour adultes, souvent non réglementés, qui ont peu ou pas de processus de confiance, de sécurité ou de modération, ainsi que des recherches de réseaux privés virtuels (RPV) (voir les [figures 1](#) et [2](#)).

En Louisiane, deux lois ([Act 440](#) et [Act 216](#)) adoptées en 2023 permettent au procureur général de mener des enquêtes et d'imposer des amendes aux sites Web qui ne vérifient pas l'âge de leurs utilisateurs. Les plateformes d'Aylo utilisent le portefeuille numérique approuvé par le gouvernement ([LA Wallet](#)) pour vérifier l'âge des utilisateurs de la Louisiane. Le trafic vers Pornhub a chuté d'environ 80 % en Louisiane, mais nous savons que les gens n'ont pas cessé de consommer de la pornographie du jour au lendemain à cause de cette nouvelle loi. Au contraire, ils se sont simplement tournés vers des sites illégaux ou d'autres sites non conformes qui ne demandent pas aux visiteurs de confirmer leur âge (voir la [figure 1](#)). À notre connaissance, au moment où nous avons présenté notre mémoire (avril 2024), aucun site non conforme n'avait reçu d'amende ou n'avait été fermé depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation. De même, d'autres lois d'État semblables, comme l'[Act 612](#) de l'Arkansas, la [SB287](#) de l'Utah et la [SB1515](#) de la Virginie, ne prévoient aucun mécanisme de réglementation, mais seulement des dispositions relatives à la responsabilité civile, lesquelles se traduisent par un régime d'application défaillant, rendant de fait le respect de la loi facultatif.

Outre les recherches de sites non conformes, la demande de RPV a explosé (le réseau privé virtuel crée une connexion sécurisée et chiffrée entre votre appareil et un serveur, qui vous permet d'accéder à Internet à partir de l'emplacement du serveur, en masquant votre propre adresse IP). Un exemple récent de cette tendance est celui du Montana, où Aylo a bloqué ses sites le 28 décembre 2023. Selon [Top10VPN](#), la demande de RPV a connu le 29 décembre une augmentation de 482 % par rapport à la moyenne journalière des 28 jours précédents (voir la [figure 2](#)). De même, lorsque l'Utah a adopté sa loi sur la vérification de l'âge en mai 2023, le 2 mai, la demande de services de RPV a bondi de [847 %](#).

De plus, la normalisation de la pratique consistant à téléverser des renseignements personnels pour accéder à des sites Web présente des risques importants, car elle peut entraîner des atteintes à la vie privée, le vol d'identité et l'utilisation non autorisée de données confidentielles, ce qui démontre à quel point il est important de protéger les renseignements personnels à l'ère du numérique. Les gouvernements et les organismes sans but lucratif de TI communiquent et mettent à disposition des

ressources éducatives en ligne concernant la communication de renseignements personnels, notamment :

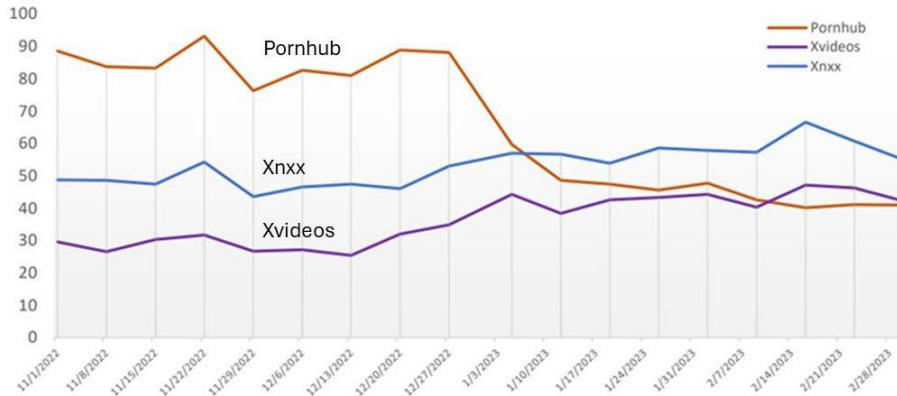
- [Agence du revenu du Canada](#), « *Soyez extrêmement prudent lorsque vous donnez vos renseignements personnels par courriel ou par Internet.* »
- [Federal Bureau of Investigation \(USA\)](#), « *Soyez prudent quant aux renseignements que vous communiquez en ligne ou sur les médias sociaux [TRADUCTION].* »
- [Electronic Frontier Foundation](#), « *Le fait d'obliger les utilisateurs à fournir davantage de renseignements confidentiels les concernant qu'ils ne le faisaient auparavant va essentiellement à l'encontre de la protection de la vie privée. Même si ces systèmes fonctionnaient parfaitement et que leur sécurité était parfaite – une hypothèse qui n'est jamais sûre – ils iraient à l'encontre des besoins fondamentaux de protection de la vie privée de l'utilisateur Internet de tous les jours [TRADUCTION].* »

Ainsi, si cette responsabilité est confiée aux plateformes visitées par un utilisateur, celui-ci devra fournir à plusieurs reprises des renseignements personnels pour accéder à différents sites pour adultes, ce qui normalisera la communication des renseignements personnels sur Internet et créera un problème mondial de vol de données d'identité qui pourrait être irréversible.

Annexe B

Figure 1 Louisiane – Recherche de Pornhub sur Google

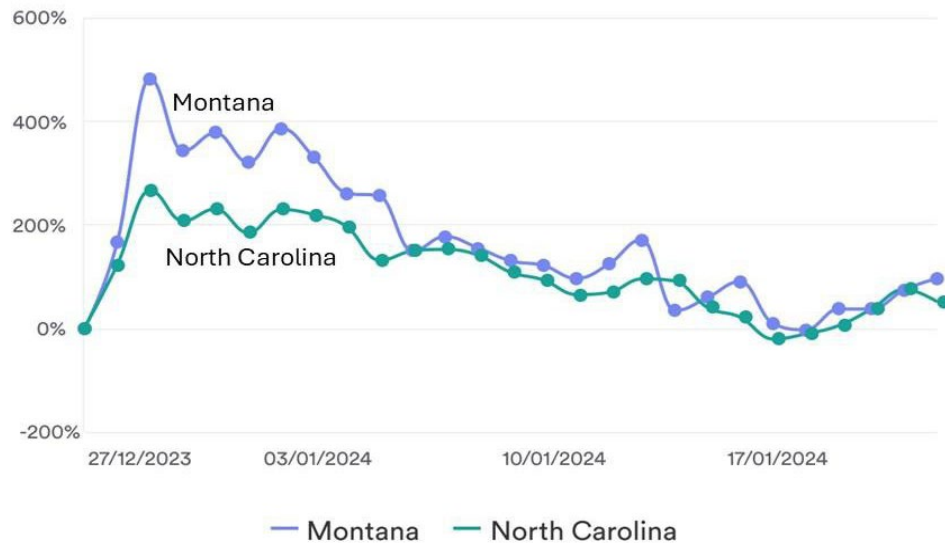
Le graphique suivant s'appuie sur Google Trends et montre l'intérêt des recherches pour Pornhub (avant et après l'adoption de la loi), par rapport à d'autres plateformes qui n'ont pas mis en place de vérification de l'âge en Louisiane.



Annexe C

Figure 2 Montana – Augmentation de la demande de RPV

Le graphique suivant s'appuie sur les recherches de [Top10VPN](#) et montre l'augmentation de la demande de recherche pour les RPV après l'adoption de la loi dans le Montana (les lois du Montana et de la Caroline du Nord sont toutes deux entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2024).



Research by Top10VPN 

EN	FR
Montana	Montana
North Carolina	Caroline du Nord
Research by Top10VPN	Recherche par Top10VPN

Vérification de l'âge + solution à partir des appareils

Fiche d'information | avril 2024

Nous voulons tous assurer la sécurité des enfants en ligne. Nous partageons tous une responsabilité à cet égard.

Aylo n'accepte ni ne tolère sous aucun prétexte la présence de mineurs sur ses sites. Nous appuyons sans réserve l'objectif de veiller à ce que les mineurs n'aient pas accès à du contenu pour adultes et nous pensons que la vérification de l'âge à partir des appareils peut rendre Internet plus sûr pour tout le monde, lorsqu'elle se fait selon les règles.

Ériger une barrière entre les mineurs et les sites Web pour adultes est un défi qui nécessite une solution globale. **Nous appuyons les lois qui protègent les enfants contre le contenu en ligne qui ne convient pas à leur âge et qui préservent la vie privée des adultes** sans avoir de conséquences imprévues.

ENGAGEMENT

Nous appuyons les processus et les solutions qui garantissent que les mineurs n'accèdent pas à du contenu pour adultes et nous avons à maintes reprises fait part de nos préoccupations concernant la vérification obligatoire sur les plateformes. Ceux-ci doivent protéger efficacement les enfants tout en assurant la sécurité et la protection de la vie privée des utilisateurs.

Nous disposons de recherches et d'une expertise que nous mettons ouvertement à la disposition des législateurs pour les aider à faire des choix éclairés. L'équipe d'Aylo continue de collaborer avec les gouvernements et l'industrie afin de trouver une solution technique pour s'assurer que les enfants n'accèdent pas aux sites de divertissement pour adultes.

EN PRATIQUE – ENTIÈREMENT CONFORME

Les plateformes Aylo sont conformes à la réglementation. Toutefois, la disparité entre les différentes régions a entraîné l'introduction de normes et d'exigences différentes, appliquées de façon incohérente.

En Louisiane, par exemple, nous travaillons avec un portefeuille numérique approuvé par le gouvernement ([LA wallet](#)). Tandis qu'au Texas, nous nous sommes joints à d'autres plaignants qui ont choisi la voie juridique parce que nous pensons que la loi texane est inconstitutionnelle et qu'elle est allée encore plus loin en imposant un discours forcé. Enfin, si nous estimons que la réglementation gouvernementale compromet la sécurité des utilisateurs, qu'elle est mise en œuvre de manière inéquitable ou qu'elle ne protège pas efficacement les enfants contre le contenu en ligne ne convenant pas à leur âge, la décision la plus sûre pour le public est de bloquer nos plateformes, comme nous l'avons fait dans l'Utah, en Virginie, au Texas, dans le Montana, dans le Mississippi, dans l'Arkansas et en Caroline du Nord. Soyons clairs, en **bloquant l'accès, nous nous conformons à la loi.**

EFFICACE, SÉCURISÉE, ÉQUITABLE

Pour qu'une solution empêche efficacement les mineurs d'accéder à du contenu pour adultes, elle doit être facile à utiliser, sécurisée et appliquée de manière équitable sur toutes les plateformes proposant du contenu pour adultes.

SOLUTION PROPOSÉE

Pour empêcher efficacement les mineurs d'accéder en ligne à du contenu ne convenant pas à leur âge, nous proposons aux gouvernements une solution simple et efficace qui ne présente aucun des risques inhérents à la loi actuelle et au projet de loi : la **vérification à partir des appareils.**

Vérification de l'âge + solution à partir des appareils

SOLUTION DE VÉRIFICATION DE L'ÂGE À PARTIR DES APPAREILS

Nous demeurons convaincus que la vérification à partir des appareils est la solution*.

Nous sommes d'avis que la véritable solution pour protéger les mineurs et les adultes consiste à vérifier l'âge des utilisateurs au point d'accès, c'est-à-dire sur leurs appareils, et à refuser ou à autoriser l'accès aux contenus et aux sites Web soumis à une limite d'âge en fonction de cette vérification. Pour ce faire, il faut travailler avec les fabricants de systèmes d'exploitation et, avec leur accord, minimiser la transmission des renseignements personnels tout en protégeant les mineurs contre le contenu soumis à une limite d'âge sur tout l'Internet.

Cela signifie que les utilisateurs ne feraient l'objet que d'une seule vérification, par l'intermédiaire de leur système d'exploitation, et non sur chaque site soumis à une limite d'âge. **Cela réduit considérablement les risques d'atteinte à la vie privée et de vol de données et permet aux organismes de réglementation de faire respecter un processus très simple.**

Protéger les enfants contre l'accès à des sites soumis à une limite d'âge

Faire en sorte que les sites soumis à une limite d'âge (des jeux d'argent au contenu sexuellement explicite) soient inaccessibles jusqu'à ce que l'âge soit vérifié (au moyen d'une pièce d'identité émise par le gouvernement) indiquant qu'ils ont l'âge requis pour accéder à ces sites.

Protéger la vie privée des adultes et les renseignements personnels

Contrôler les risques graves inhérents au fait que des millions de sites mettent en place et gèrent leurs propres systèmes de vérification de l'âge et exigent des consommateurs qu'ils présentent à répétition leur pièce d'identité ou qu'ils se soumettent à un traitement biométrique.

Application équitable sur toutes les plateformes

Faciliter la surveillance et l'application de la réglementation en raison du petit nombre de systèmes d'exploitation et de fabricants d'appareils au sein de l'écosystème.

Nous estimons que la technologie nécessaire existe déjà. Les organismes de réglementation et l'industrie peuvent collaborer pour résoudre ce problème grâce à la vérification de l'âge à partir des appareils. Les fabricants de systèmes d'exploitation pourraient, au moyen d'une mise à jour logicielle de leurs appareils, donner à chaque utilisateur adulte la possibilité de s'identifier comme adulte – une seule et unique fois – et stocker ces renseignements en sécurité sur leurs appareils.

- Solution globale** : Pour accéder à Internet, à quelques exceptions près, la population générale utilise un appareil doté d'un système d'exploitation conçu par l'une de ces trois entreprises : Apple (iOS), Google (Android) et Microsoft (Windows).
- Solution existante** : Les fabricants de systèmes d'exploitation disposent déjà de la technologie nécessaire et, dans certains cas, connaissent déjà l'âge de l'utilisateur, de sorte que les répercussions sur l'utilisateur seraient minimes.
- Solution intégrée** : Les appareils disposent d'une sécurité intégrée pour y accéder (mots de passe et données biométriques); il en va de même pour les appareils partagés contenant des comptes ou des profils. Ils constituent la solution idéale et la plus adaptée pour intégrer des contrôles sur le contenu soumis à une limite d'âge.
- Efficace** : Cette solution protégerait instantanément et efficacement les enfants contre le contenu ne convenant pas à leur âge, et elle pourrait être déployée dans le monde entier du jour au lendemain.

*La vérification de l'âge à partir des appareils désigne toute méthode de vérification de l'âge selon laquelle les renseignements personnels utilisés pour vérifier l'âge de l'utilisateur sont soit communiqués en personne à un détaillant autorisé, soit saisis localement dans l'appareil de l'utilisateur, soit stockés sur un réseau contrôlé par le fabricant de l'appareil ou par le fournisseur du système d'exploitation de l'appareil. Que ce soit au moyen d'un logiciel préinstallé de blocage et de filtrage du contenu, de la désactivation des autorisations de navigation Web ou d'autres moyens, l'utilisateur ne pourra pas accéder à un contenu soumis à une limite d'âge sur Internet s'il n'a pas procédé à la vérification de son âge. Une telle approche nécessite la coopération des fabricants et des fournisseurs de systèmes d'exploitation.

Nous sommes impatients de poursuivre nos consultations avec les intervenants alors que nous continuons à nous appuyer sur l'engagement d'Aylo à proposer du contenu pour adultes de qualité, fait par et pour des adultes consentants, sur des plateformes qui servent de référence en matière de confiance et de sécurité.

Pour en savoir plus, consultez le site www.aylo.com et le [rapport de transparence de Pornhub](#).



Références

- Agence du revenu du Canada. « Protégez-vous contre le vol d'identité », *Gouvernement du Canada*, 18 décembre 2009, <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/rc284/protegez-vous-contre-identite.html>.
- « Apple dévoile de nouvelles fonctionnalités à venir cet automne », *Apple Newsroom (Canada)*, 7 juin 2023, <https://www.apple.com/ca/fr/newsroom/2023/06/apple-previews-new-features-coming-to-apple-services-this-fall/#:~:text=Parmi%20les%20nouveaux%20services.ligne%20dans%20l'app%20Plans>.
- Burgess, Matt. « You'll Soon Need to Show ID to Watch Porn Online », *Wired*, 30 mars 2023, www.wired.com/story/porn-age-checks-id-laws/.
<https://www.infrastructure.gov.au/sites/default/files/documents/government-response-to-the-roadmap-for-age-verification-august2023.pdf>
- Dees, Senators, et coll. *Stricken Language Would Be Deleted from and Underlined Language Would Be Added to Present Law. Act 612 of the Regular Session *ANS115* 94th General Assembly a Bill SENATE BILL 66 3 4*. 2023.
- DeVille, Cherie. *Rolling Stone*, 11 novembre 2023, www.rollingstone.com/author/cherie-deville/. Consulté le 11 avril 2024.
- Federal Bureau of Investigation. *Spoofing and Phishing*, <https://www.fbi.gov/how-we-can-help-you/scams-and-safety/common-scams-and-crimes/spoofing-and-phishing>.
- Gouvernement australien. « Government response to the Roadmap for Age Verification », août 2023, <https://www.infrastructure.gov.au/sites/default/files/documents/government-response-to-the-roadmap-for-age-verification-august2023.pdf>.
- « LA Wallet », *Lawallet.com*, lawallet.com/. Consulté le 11 avril 2024.
- « Louisiana HB77 | 2023 | Regular Session », *LegiScan*, 8 juin 2023, legiscan.com/LA/text/HB77/id/2826932. Consulté le 11 avril 2024.
- Miller, Ken. « A Federal Judge Strikes down a Texas Law Requiring Age Verification to View Pornographic Websites », *Toronto.citynews.ca*, 1^{er} septembre 2023, toronto.citynews.ca/2023/09/01/a-federal-judge-strikes-down-a-texas-law-requiring-age-verification-to-view-pornographic-websites/.
- « Parenting in a Digital World Is Hard. Congress Can Make It Easier », *Meta*, 15 novembre 2023, about.fb.com/news/2023/11/online-teen-safety-legislation-is-needed/.
- Schlegel, Representatives, et coll. *Act No 440, 2022*.
- Sparkman, Worth. « Arkansas social media age-verification law blocked at the last minute », *Axios*, 31 août 2023, <https://www.axios.com/2023/08/31/social-media-age-verification-law-blocked-arkansas>.
- « Virginia SB1515 | 2023 | Regular Session », *LegiScan*, 12 mai 2023, legiscan.com/VA/bill/SB1515/2023. Consulté le 11 avril 2024.
- « VPN Demand Statistics: VPN Demand Surges around the World », *Www.top10vpn.com*, www.top10vpn.com/research/vpn-demand-statistics/.
- Weiler, Todd. « SB0287 », *Le.utah.gov*, 2023, le.utah.gov/~2023/bills/static/SB0287.html.